

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECHNIC FRANCE

15 RUE DE LA MONTJOIE
93200 Saint-Denis

Références : _
Code AIOT : 0006506440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement **TECHNIC FRANCE** implanté 15 RUE DE LA MONTJOIE BP 79 93200 Saint-Denis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une action de contrôle inopiné de l'état des stocks.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **TECHNIC FRANCE**
- **15 RUE DE LA MONTJOIE BP 79 93200 Saint-Denis**
- **Code AIOT : 0006506440**
- **Régime : Autorisation**
- **Statut Seveso : Non Seveso**
- **IED : Non**

La société Technic exploite des installations de stockage et de production de produits chimiques principalement à destination de l'industrie des semi-conducteurs.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR – 5 - Etat des stocks
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 09/12/2016, article 5.8	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 2.1	Sans objet
2	Etat des stocks de produits dangereux	AP Complémentaire du 09/12/2016, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en mesure de fournir un état de ses stocks de produits dangereux et lors de la visite les quantités stockées des produits contrôlés étaient conformes à l'autorisation.

Concernant les exercices incendie, l'exploitant a mis à jour son POI et doit programmer au moins un exercice POI chaque année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 2.1			
Thème(s) : Situation administrative, 1. Appréciation des dangers			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation / quantité maximale
4110.2	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg	2,6 t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation / quantité maximale
4120.2	A	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t	10 t
4130.2	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	12 t
4440	NC	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes	1 t
4331.3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	96 t
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes	8 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes	20 t
4722	NC	Méthanol (numéro CAS 67-56-1), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes	5 t
1434.1	DC	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	25 m³/h
1436	NC	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 t	96 t
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.	15 t

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente un état des stocks par rubrique.

Les quantités inventoriées sont inférieures aux quantités autorisées sauf pour la rubrique 4510 (NC), dangereux pour l'environnement de catégorie 1, pour laquelle le stock au jour de la visite est de 10 tonnes pour 8 tonnes autorisées (pour rappel le seuil de déclaration pour la rubrique 4510 est de 20 tonnes).

L'exploitant indique que la procédure d'achat contrôle bien le respect des stocks autorisés mais permet pour certains produits à faibles enjeux, une livraison anticipée qui peut faire dépasser temporairement le stock autorisé lorsque le produit doit être transféré rapidement (maximum une semaine).

Il est proposé de demander à l'exploitant de veiller au strict respect des quantités de produits autorisées sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/12/2016, article 5.1.3

Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre tenu en temps réel est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Cet état permet notamment de s'assurer du :

- non dépassement des quantités de produits chimiques fixées dans le tableau de classement des installations fixé à l'article 1.3 des présentes prescriptions,
- statut non Seveso de l'établissement selon les critères de classement définis aux articles R. 511-10 et suivants du code de l'environnement.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément au règlement européen n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (règlement CLP) ou aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.

...

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant édite un état des stocks par rubriques et présente un plan du site avec la localisation des dangers (pictogrammes ou rubriques ICPE).

L'exploitant indique qu'il est possible de réaliser un état avec également les localisations des produits (par bâtiments/ateliers).

Il est également possible de localiser plus précisément les produits dans les magasins (allées, position dans les racks).

Concernant les encours de production, l'exploitant précise que les produits sont soit comptabilisés dans le stock des matières premières soit dans les produits finis.

L'obligation de disposer d'un état des stocks destiné aux services d'incendie et d'un état simplifié pour l'information du public prévue par l'article 50 de l'AM du 4 octobre 2010 n'est pas applicable aux installations, car le site est à autorisation pour les rubriques 4110 et 4120 mais seulement à déclaration pour la rubrique 4331 et le site n'est pas Seveso.

Toutefois, l'exploitant est invité à mettre en place un état des stocks détaillé avec les mentions de dangers et la localisation des produits et un état simplifié en cas de demande du préfet, compte tenu du type de produits stockés et de la sensibilité de l'environnement.

<p>L'exploitant dispose des FDS des produits (FDS de moins de 3 ans, en français). Il transmet le 8 avril 2025, les FDS de l'acide fluorhydrique 50 %, du TMAH 25% et du fluorure d'ammonium 40 %.</p> <p>Il a mis en place une boîte à destination des services de secours avec les documents de première intervention (plans, principales FDS...) et les types de danger et un inventaire simplifié sont affichés aux entrées des magasins.</p> <p>Lors de la visite des installations, il est constaté que les produits dangereux stockés disposent bien d'une signalétique (pictogrammes CLP et ADR).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan d'opération interne (POI)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2016, article 5.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans le cadre de l'étude de dangers de l'établissement. Le POI prend en compte les différents scénarios et phénomènes dangereux mis en évidence dans l'étude de dangers révisée en date du 26 mai 2016.</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en oeuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Les locataires présents sur le site TECHNIC FRANCE dans le bâtiment central et dans le bâtiment administratif qui ne sont pas salariés de TECHNIC FRANCE sont intégrés au POI du site au même titre que le personnel de TECHNIC FRANCE.</p> <p>Un report de l'alarme de détection incendie du bâtiment Nord dans les locaux de la société DUMAS est mis en place afin de prévenir de manière précoce le personnel de l'entreprise DUMAS de tout départ de feu dans le bâtiment Nord. Le coût de cette mesure est supporté par la société TECHNIC FRANCE. Ce dispositif est contrôlé périodiquement et au minimum annuellement.</p> <p>Le personnel de la société DUMAS est informé sur la conduite à tenir en cas d'alarme. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des opérations internes. Il met en oeuvre les moyens en personnel et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.</p> <p>Un exemplaire de ce plan d'intervention interne est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>De manière générale, l'exploitant prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation d'exercices périodiques (au moins annuels) du dispositif et des moyens d'intervention. <p>Ces exercices intègrent les locataires présents sur le site dans le bâtiment central et dans le bâtiment administratif qui ne sont pas salariés de TECHNIC FRANCE et le cas échéant les effectifs de la société DUMAS ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la formation du personnel intervenant ; • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ; • la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ; • la mise à jour systématique du plan d'opérations interne en fonction des actualités de l'établissement et des améliorations décidées. En tout état de cause, le POI est mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

L'inspection des installations classées est informée, au moins un mois avant, de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné, si nécessaire, d'un plan d'actions lui est adressé dans un délai maximal d'un mois.

Constats :

La dernière version du POI en possession de l'inspection à la date de la visite était celle de mars 2018 (V6). Par courrier électronique du 10 avril 2025, l'exploitant a transmis la version du 27 mars 2025 (V8).

L'exploitant indique par ailleurs qu'il n'y a pas eu d'exercice POI depuis 2019. Des exercices évacuation ou incendie sont toutefois régulièrement réalisés : un exercice évacuation en octobre 2024, un exercice incendie avec les pompiers le 27 juin 2024 (mais pas en format POI).

L'exploitant va transmettre à l'inspection le compte rendu de l'exercice réalisé avec les pompiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit programmer et réaliser un exercice POI en 2025 en informant à l'avance l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois